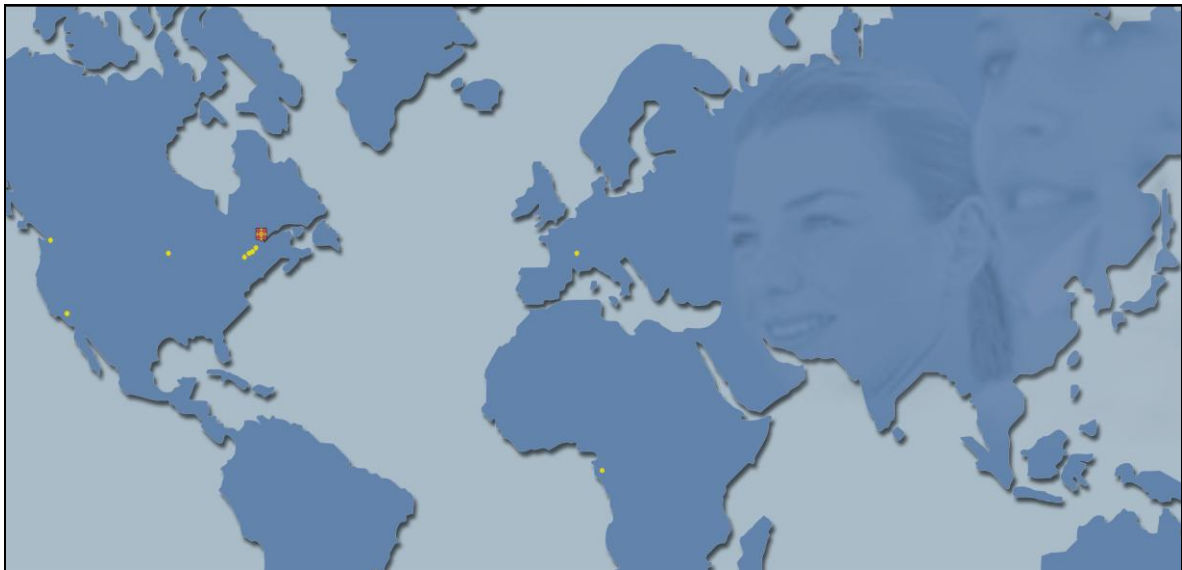


# **Atelier pour les femmes en sécurité internationale**

Rapport final d'activité

**8-10 mai 2009**

**Université Laval, Québec**



**Colloque présenté par :  
le Programme Paix et sécurité internationales (PSI)  
en collaboration avec  
le Groupe d'étude et de recherche  
sur la sécurité internationale  
(GERSI)**

Avec l'appui financier du Forum sur la sécurité et la défense du ministère de la Défense nationale, du Programme Paix et sécurité internationales (PSI), du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI), de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits identitaires et le terrorisme, du département de science politique de l'Université Laval (Faculté des sciences sociales) et du Consulat général des États-Unis à Québec

## Présentation générale de l'événement

---

La seconde édition de l'Atelier pour les femmes en sécurité internationale représente la concrétisation d'efforts conjoints du Programme Paix et sécurité internationales (PSI) et du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI). L'objectif affiché était de souligner la présence et la contribution des femmes en sécurité internationale. Ainsi, les différents panels, tables rondes, conférences et la simulation ont permis d'offrir une plateforme de discussions et d'échanges pour les femmes travaillant sur des enjeux de sécurité.

Une partie de la première journée a été consacrée à des conférences présentant les expériences de femmes ayant œuvré dans différents contextes sécuritaires. Deux panels ont également pris place au cours de cette première journée. Des étudiantes de maîtrise et de doctorat y ont exposé les résultats de leurs recherches sur des questions touchant aux opérations de paix, à la gestion de la défense ainsi que sur des questions géopolitiques ayant trait à la sécurité. Deux autres panels portant, d'une part, sur les approches critiques en relations internationales et, d'autre part, sur le milieu universitaire féminin ont été organisés au cours de cette seconde journée. Entre temps, une simulation, durant laquelle les participants ont endossé le rôle d'un pays ou d'une organisation nationale ou internationale, a eu lieu. L'objet de la simulation se rapportait à la gestion d'une crise nucléaire internationale. Enfin, la dernière matinée de l'Atelier a été une nouvelle fois l'occasion pour des étudiants de présenter leurs travaux dans le cadre d'un panel portant sur les femmes, les enfants et la violence. L'Atelier a pris fin avec l'intervention de la conférencière d'honneur, M<sup>me</sup> Janine Krieger, suivie d'un mot de clôture prononcé par M<sup>me</sup> Stéphanie Von Hlatky.

Réunissant des experts de renommée internationale travaillant sur des questions de sécurité internationale, l'Atelier a permis à des praticiens et à des chercheurs de différents milieux universitaires et gouvernementaux de se rencontrer et d'échanger. De plus, le grand public a pu bénéficier de la présentation de recherches achevées et en cours en matière de sécurité internationale. La diversité du public composé de professeurs, de chercheurs, d'étudiants, d'experts gouvernementaux et de membres de la société civile a enrichi les débats lors des périodes de discussions tenues tout au long de l'événement. Finalement, la durée de cette activité a permis une multitude d'échanges informels qui ont contribué au maintien et à l'expansion du réseau canadien des femmes en sécurité internationale.

## **Partenaires**

---

L'Atelier a été organisé par le Programme Paix et sécurité internationales (PSI) en collaboration avec le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI) avec l'appui financier du Forum sur la sécurité et la défense du ministère de la Défense nationale, de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits identitaires et le terrorisme, du département de science politique de l'Université Laval (Faculté des sciences sociales) et du Consulat général des États-Unis à Québec. Madame Anessa Kimball, professeure au département de science politique de l'Université Laval et Madame Aurélie Campana, professeure au département de science politique de l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits identitaires et le terrorisme, ont été les organisatrices principales de l'événement. Des étudiants de premier, deuxième et troisième cycles ont été activement impliqués dans l'organisation de l'Atelier ainsi que durant la tenue de l'événement.

## Table des matières

---

	Page
<b>AVANT-PROPOS</b>	
Présentation générale de l'événement	1
Partenaires	2
<b>DÉROULEMENT DU COLLOQUE</b>	
Conférencière : Major Janie Desjardins	4
Panel A : <i>L'ONU, les opérations de paix et la gestion de la défense</i>	4
Table ronde : <i>Les femmes sur le terrain</i>	5
Panel B : <i>Géopolitique</i>	5
Panel C : <i>Approches critiques en relations internationales</i>	6
Panel D : <i>Femmes dans le milieu universitaire</i>	7
Panel E : <i>Femmes, enfants et violence</i>	8
Conférencière d'honneur : Janine Kriber	9
<b>RETOMBÉES DE L'ATELIER</b>	10
<b>LISTE DES PARTICIPANTS ET DES PARTICIPANTES</b>	11
<b>REMERCIEMENTS</b>	13

## Déroulement du colloque

---

### **Conférencière : Major Janie Desjardins**

Officier des plans pour la capacité au soutien au commandement

La Major Desjardins, officier des plans pour la capacité au soutien au commandement, a discuté de son expérience au sein des Forces Canadiennes (FC). La Major Desjardins a débuté sa conférence en présentant des statistiques sur la présence des femmes dans les FC. Elle a ensuite parlé de son déploiement en Bosnie en 2002 et en Afghanistan en 2004. En Bosnie Herzégovine, la Major Desjardins faisait partie des forces de stabilisation dans le cadre desquelles elle a organisé des opérations psychologiques pour gagner le soutien de la population et pour promouvoir la démocratie pendant les élections. En Afghanistan, la Major Desjardins a travaillé sur la coopération civilo-militaire (COCIM). Avec l'équipe COCIM, la Major Desjardins avait comme tâche principale de soutenir les autorités locales afghanes afin de promouvoir la démocratie en évitant de menacer la sécurité nationale. Enfin, la conférencière a rappelé que le contact direct avec la population est primordial afin d'assurer le succès des opérations et d'éviter les erreurs.

### **Panel A : *L'ONU, les opérations de paix et la gestion de la défense***

#### **Présidente : Marie-Joelle Zahar**

Professeure agrégée en science politique, Université de Montréal

Dans le cadre du panel A, *L'ONU, les opérations de paix et la gestion de la défense*, Renée Black, étudiante à la maîtrise en administration publique à l'Université d'Ottawa, a présenté une communication intitulée « Evaluating the Diffusion of Resolution 1325 ». Son objectif principal était d'approfondir les recherches faites par *Peace Women* pour examiner d'une façon systématique la référence à la Résolution 1325 des Nations Unies dans les futures résolutions. En d'autres mots, le but était d'évaluer, d'une part, l'engagement du Conseil de sécurité envers cette résolution et, d'autre part, la mise en œuvre de cette même résolution. Selon M<sup>me</sup> Black, avant l'adoption de la Résolution 1325, le Conseil de sécurité faisait référence aux femmes en tant que victimes. Depuis la mise en œuvre de cette dernière, on remarque que les nouvelles résolutions font maintenant référence aux femmes comme agente de changement. Cette nouvelle approche est liée aux efforts des ONG et non à un changement de politique interne de la part du Conseil de sécurité. Enfin, les recherches de la conférencière lui ont permis d'affirmer que les pays avec des missions diversifiées ont tendance à avoir le plus haut nombre de résolutions faisant référence à la Résolution 1325.

Ensuite, Kathia Légaré, étudiante au doctorat en science politique à l'Université Laval, a discuté, dans une présentation intitulée « Reconstruire un État après un conflit violent », des particularités des dynamiques de reconstruction dans les sociétés divisées ayant traversé un conflit intercommunautaire internationalisé. Dans sa revue de littérature liée au processus de transformation de l'ordre politique, M<sup>me</sup> Légaré a examiné deux types de théories. Premièrement, l'approche libérale met l'accent sur la consolidation de la paix et la libéralisation des colonies. Deuxièmement, il a été question d'une approche réaliste qui insiste sur les capacités coercitives et l'accumulation de pouvoir. Ainsi, deux éléments centraux se dégagent de l'analyse des dynamiques de reconstruction : la structure politique nationale et la structure de pénétration des acteurs internationaux. Enfin, la conférencière conclut affirmant qu'elle ne considère pas l'État comme indépendant de la société.

## **Table ronde : *Les femmes sur le terrain***

### **Michelle Bussières, Diplomate en résidence à l'Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval**

M<sup>me</sup> Bussières a parlé de son expérience professionnelle comme conseillère à la coopération économique du ministère du Commerce extérieur. Elle a en effet occupé le poste de directrice du Bureau du Québec à Bogota en 1985. Pour M<sup>me</sup> Bussières, travailler avec la variable culturelle en Colombie exige plusieurs éléments comme la création d'un réseau de contacts, l'apprentissage de la langue et de la culture des affaires afin de promouvoir le Québec et les compagnies québécoises. Cette expérience professionnelle a été riche, mais difficile en raison du contexte violent dans lequel la mission se déroulait. La conférencière a ainsi relaté son expérience indirecte d'une prise d'otages dans un palais de justice. Finalement, M<sup>me</sup> Bussières a souligné le respect qui existe en Colombie envers les femmes de carrières, surtout à l'endroit de celles qui réussissent dans leur vie professionnelle.

### **Elizabeth Huse, Conseillère, Consulat général des États-Unis à Québec**

M<sup>me</sup> Huse a commencé sa présentation en encourageant les participants à passer le concours d'entrée au ministère des Affaires étrangères, peu importe leur parcours académique, afin de profiter d'une expérience enrichissante. Elle a signalé que le travail sur le terrain a des impacts concrets non négligeables dans le domaine de la diplomatie. Finalement, M<sup>me</sup> Huse a affirmé que son travail lui a permis d'apprendre comment établir l'équilibre entre la sécurité des employés et l'établissement de contact avec la communauté locale dans les différents pays.

### **Dr. Dorothy Godfrey-Smith, Chercheuse, recherche et développement pour la défense Canada, ministère de la Défense nationale**

Dr. Dorothy a évoqué son parcours académique et professionnel. Elle a d'abord été professeure à l'Université de Dalhousie, puis chercheuse en recherche et développement au ministère de la Défense nationale, poste qu'elle occupe actuellement. Elle a relaté son expérience dans le domaine de la sécurité et de la défense et a souligné qu'elle doit faire face à certaines contraintes, obstacles et délais inhérents à la réalité de la fonction publique. Elle a conclu en disant que cela ne l'empêche pas d'approfondir ses recherches dans les domaines touchant la défense.

## **Panel B : *Géopolitique***

### **Présidente : Veronica Kitchen**

Professeure adjointe en science politique, Université de Waterloo

Dans le cadre du panel intitulé *Géopolitique*, Kate Neville et Leanne Smythe, étudiantes au doctorat en science politique à l'Université de Colombie-Britannique, ont remis en question le terme «Eco-terrorisme» dans le contexte de la série d'attaques contre un pipeline en Colombie-Britannique. Dans leur présentation intitulée «Environment Activism or National Security Threat ? Military Responses to Eco-Terrorism », elles ont dit souhaiter remplacer le terme « Eco-terrorism » par celui de « Radical Environmental Targeting » pour référer à ces attaques. Selon elles, le premier terme limite la compréhension des menaces et des politiques de réponse à ces menaces. Ainsi, elles ont utilisé le *Code Criminel Canadien*

afin de créer une nouvelle catégorie pour qualifier ce type d'attaques. De ce fait, le terme « Radical Environmental Targeting » renvoie à un acte de malice, de sabotage ou de terrorisme. Les motivations, les structures organisationnelles et les réponses politiques diffèrent à chaque acte. Les deux conférencières pensent que malgré l'existence des mécanismes de réponse pour les menaces stratégiques, peu de politiques s'adressent aux actes de violence envers l'environnement.

Ekaterina Lorye, étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal, a présenté son projet de maîtrise intitulé « Le système ABM américain : vers une paix froide entre les États-Unis et la Russie? ». M<sup>me</sup> Lorye a questionné les origines de la perception d'une menace américaine par Moscou, et ce, malgré la fin de la Guerre froide. Selon la conférencière, les origines de la méfiance russe vis-à-vis des États-Unis ne réside pas dans la menace physique, mais bien dans la menace symbolique portant atteinte à l'estime de soi. Ceci est particulièrement perceptible lorsque les États-Unis refusent de reconnaître le statut de grande puissance de la Russie en Europe de l'Est. Ainsi, la méfiance russe envers le projet ABM américain s'explique par l'exclusion de la Russie des initiatives de l'Occident en matière de sécurité internationale, alors qu'elle estime y avoir droit de par son statut de grande puissance.

### **Panel C : *Approches critiques en relations internationales***

#### **Président : Gérard Hervouet**

Professeur titulaire en science politique et directeur de Programme Paix et sécurité internationales, Université Laval

Dans le cadre du panel « Approches critiques en relations internationales » et pendant la communication intitulée « Conscription in Post-Soviet Russia : Militarized Masculinity, Economic Transformation, and the Russian-Chechen Wars », Maya Eichler, étudiante au doctorat en science politique à l'Université York, a affirmé qu'il n'y a pas nécessairement un lien entre la masculinité et le service militaire. Il faut plutôt penser aux politiques qui militarisent la masculinité. En effet, sa recherche sur le terrain en Russie lui a permis de trouver trois politiques et processus qui militarisent la masculinité: la situation à l'intérieur du système militaire, la transition vers une économie de marché et finalement la guerre entre la Russie et la Tchétchénie. Malgré le fait que le service militaire est obligatoire en Russie, M<sup>me</sup> Eichler a affirmé que plusieurs personnes dévalorisent ce dernier pour des raisons liées à la violence récurrente dans les rangs de l'armée (*dedovschina*), aux humiliations et au manque de moyens dont souffre l'armée. Deuxièmement, avec la transition vers une économie de marché, la majorité des hommes en Russie considèrent le service militaire en tant qu'obstacle à leur carrière. Finalement, la conférencière a signalé que la guerre avec la Tchétchénie a dévoilé les problèmes propres au système militaire russe. Le manque de préparation nécessaire à la mission a causé beaucoup de victimes parmi les soldats russes.

Clémence Mallatrait, étudiante au doctorat en science politique à Jean Moulin III et à l'Université Laval, a présenté les fondements de sa recherche sur les enjeux du changement climatique et les politiques de sécurité régionale en Océanie. Premièrement, elle a proposé une définition de la région de l'Océanie qu'elle conçoit comme une vaste zone maritime composée des petites régions isolées géographiquement devant faire face à plusieurs menaces climatiques comme la fragilisation des écosystèmes marins, l'eustatisme, l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation du régime de précipitations et des événements climatiques

extrêmes. Ensuite, M<sup>me</sup> Mallatrait a présenté la problématique de sa recherche qui se présente sous la forme du questionnement suivant : les politiques de sécurité régionale environnementale en Océanie peuvent-elles être considérées comme des modèles de coopération pour lutter contre les changements climatiques et, si oui, pourquoi? Dans ses recherches futures, la conférencière tentera aussi de répondre aux hypothèses suivantes: ce modèle de coopération régional fonctionne-t-il parce qu'il permet à chacun des acteurs de retirer des bénéfices de leurs engagements en termes de sécurité face à la menace climatique? Le fonctionnement de ce modèle de coopération régionale est-il garanti par les réseaux régionaux de coopération (FFA, Forum des îles du Pacifique, Communauté du Pacifique)? Et finalement, est-ce que l'hégémon australien force à la coopération?

## **Panel D : Femmes dans le milieu universitaire**

### **Présidente : Pauline Côté**

Professeure titulaire en science politique et directrice du département de science politique, Université Laval

Dans le cadre du panel intitulé, *Femmes dans le milieu universitaire*, Barbara Falk, professeure adjointe au Collège des forces canadiennes de Toronto, a fait une présentation intitulée « Comprehensive Operations : Teaching Complex Security ». M<sup>me</sup> Falk a discuté de l'évolution de sa carrière comme professeure au Collège des forces canadiennes au sein duquel elle était la seule femme à enseigner le domaine des études de sécurité et où le nombre d'étudiantes était très limité. De plus, son enseignement des études stratégiques et de défense lui a permis de conclure que le Canada ne s'était pas limité dans ses engagements extérieurs. En ce sens, professeure Falk cite les opérations de maintien de la paix et explique cette attitude par le fait que le Canada est fier du rôle qu'il a joué pendant la deuxième Guerre Mondiale. En ce sens, la professeure Falk pense qu'il faut avoir une discussion plus ouverte concernant le rôle du Canada dans les opérations de paix puisqu'elles ne constituent pas en soi un phénomène statique.

Ensuite, Marie-Joelle Zahar, professeure agrégée à l'Université de Montréal, a également parlé de l'évolution de sa carrière académique sur la sécurité et la défense depuis son immigration au Canada à la suite de la guerre civile au Liban. Dans une présentation intitulée « Grey Areas and Blind Spots: Theories, Field Research and Personal Experience in the Study of Civil Wars », la professeure Zahar a expliqué que son expérience personnelle lui a été bénéfique en ce sens qu'elle lui a, entre autres, permis d'identifier les zones grises qui existent dans le domaine de la science politique afin d'éviter des biais d'analyse dans l'étude des conflits civils. En effet, son vécu et la nécessaire mise à distance de l'objet lui ont permis de faire de meilleures analyses des guerres civiles. Ils lui ont également permis de différencier deux types d'analyses: l'analyse objective qui cherche à faire des abstractions pour identifier les similarités entre les différences et l'analyse subjective qui aide à établir une affinité envers un sujet grâce aux études de cas spécifiques. La professeure Zahar a conclu sa présentation en disant que le domaine de la science politique ne possède toujours pas les outils nécessaires pour étudier les acteurs non-étatiques qui ne sont ni des acteurs étatiques ni des acteurs civils et qui possèdent des motivations spécifiques difficiles à déterminer.

## **Panel E : Femmes, enfants et violence**

**Présidente : Sara Deck**

Candidate au doctorat en droit international, Université Laval

Alain-Guy Tachou Sipowo, étudiant à la maîtrise en droit international à l'Université Laval, a présenté un survol historique des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU en matière de protection de la femme pendant les conflits armés dans une communication intitulée « Du '*jus ad bellum*' au '*jus in bello*': les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité ». Selon M. Tachou Sipowo, les résolutions les plus importantes concernant les femmes, la paix et la sécurité sont: la résolution 1265 (1999) sur la protection des femmes et des enfants pendant la guerre; la résolution 1325 (2000) sur les femmes, la paix et la sécurité, et finalement, la résolution 1829 (2008) sur les femmes victimes de violence sexuelle. Malgré ces résolutions, le conférencier a affirmé que qu'elles ne constituent pas un réel pouvoir puisqu'elles n'ont pas été adoptées dans le cadre du Chapitre 7 de la Charte des Nations Unies. Tout de même, ces efforts montrent que le Conseil de sécurité n'agit plus seulement sur le terrain du *jus ad bellum*, mais de plus en plus sur celui du *jus in bello*, c'est-à-dire de la protection des personnes civiles.

Ensuite, Jelena Popovic, étudiante à la maîtrise en science politique à Wilfrid Laurier, a présenté une communication intitulée « The Way forward – Cultural Considerations in Children's Reintegration Policies in Sierra Leone » durant laquelle elle a indiqué que la conceptualisation occidentale de l'enfance a limité l'intégration de la Convention relative aux droits de l'enfant dans des cultures non-occidentales comme par exemple celle de l'Afrique. Cette limite est expliquée par le fait que l'intégration des droits de l'enfant est basée sur une vision individualiste et non communautaire. Cette perception basée sur l'individu considère l'enfant en tant qu'entité vulnérable, faible et séparée de l'humanité. Finalement, M<sup>me</sup> Popovic a fait certaines recommandations concernant les futures politiques d'intégration des droits de l'enfant en disant que les cultures doivent être comprises et respectées avant toute mise en œuvre de politiques. Elle a également souligné la nécessité de respecter les souhaits de l'enfant en ce qui concerne les perceptions culturelles particulièrement lorsqu'il est âgé et qu'il possède des expériences culturelles importantes.

Finalement, Véronique Dumais, étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal, a exposé le fruit de ses recherches durant sa conférence intitulée « Les réformes managériales de la défense canadienne: échec ou réussite? ». M<sup>me</sup> Dumais a comparé les tentatives de réformes managériales au sein du ministère de la Défense nationale et du ministère des Finances du Canada. Ces deux ministères sont des organisations publiques à vocation traditionnelle et la comparaison entre ces deux entités avait pour objectif de voir dans lequel des deux ministères les réformes managériales sont le plus viables. À ce questionnement, la conférencière a conclu que la Défense nationale constitue un domaine de politique trop particulier et trop distinct du secteur des entreprises privées afin de réussir à instaurer intégralement des réformes de type universel proposées par le nouveau management public. Cet échec relatif s'explique, entre autres, par l'existence d'une administration rigide causée par l'intégration des forces armées au sein du ministère de la Défense nationale et par le lien faible qui existe entre le ministère et les citoyens. En contrepartie, M<sup>me</sup> Dumais souligne que depuis 1991 il est plus facile d'instaurer ces réformes managériales au sein du ministère des Finances dû notamment au fait que ce ministère traite des dossiers de « basses » politiques et qu'il maintient une relation étroite avec le citoyen.

### **Conférencière d'honneur: Janine Kriber**

Professeure au Collège militaire royal de St-Jean

M<sup>me</sup> Janine Kriber, professeure au Collège militaire royal de St-Jean et conférencière d'honneur de l'Atelier, a présenté le cheminement de sa carrière en tant que femme spécialiste dans le domaine de la sécurité. Dès son baccalauréat à l'Université Laval, M<sup>me</sup> Kriber s'est intéressé aux relations internationales et aux conflits armés. Au fil de sa spécialisation, M<sup>me</sup> Kriber devient « madame terrorisme » aux yeux de différents interlocuteurs. Tout d'abord, elle endosse ce rôle auprès de la police avec laquelle elle participe à la mise en place d'une stratégie de contrôle de la violence dans les villes et les quartiers. Ensuite, elle mettra à profit son expertise auprès des militaires du Collège militaire de St-Jean, où elle enseigne, entre autres, la sociologie de la guerre. Puis, M<sup>me</sup> Kriber est intervenu auprès du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) afin de réviser la loi du SCRS, cinq ans après sa mise en œuvre. Enfin, M<sup>me</sup> Kriber devient également « madame terrorisme » auprès des médias. Au cours de la seconde partie de sa présentation, M<sup>me</sup> Kriber s'est penchée sur sa carrière académique et sur le fruit de ses recherches en tant que spécialiste de la guerre non-conventionnelle. Finalement, M<sup>me</sup> Kriber a terminé sa présentation en élaborant sur la notion de terrorisme.

## **Retombées de l'atelier**

---

Pendant toute la durée de l'Atelier, une place particulière fut réservée aux échanges entre le public et les participants afin d'accroître le réseautage et de donner une impulsion nouvelle aux femmes travaillant dans le domaine de la sécurité. La simulation a été un des moments importants favorisant les rencontres et les échanges. Les périodes de questions ont aussi été l'occasion de discussions animées. L'Atelier a réuni une quarantaine de personnes provenant de milieux variés tels que des membres de la communauté universitaire, des professeurs, des étudiants de premier, deuxième et troisième cycles, des experts gouvernementaux, mais également des représentants d'autres organismes qui s'intéressent aux questions de sécurité et de défense.

Cet Atelier a permis aux spécialistes des questions de sécurité et de défense (professeurs, étudiants et praticiens) de réfléchir à une multitude de problématiques actuelles liées à la sécurité. De plus, une importance accrue a été accordée au partage de l'expérience de femmes travaillant dans des domaines de la sécurité internationale. Le mérite de cette rencontre entre universitaires, praticiens et le large public a été, d'une part, de favoriser l'élargissement du réseau des femmes travaillant sur la sécurité internationale et, d'autre part, de permettre à de jeunes chercheurs de présenter les premiers résultats de leurs travaux et d'échanger à ce sujet. Les interventions se basaient sur des projets de recherche en voie d'achèvement.

## Liste des participants et des participantes

---

### Conférence

#### **Major Janie Desjardins**

Officier des plans pour la capacité au soutien au commandement

### **Panel A – *L'ONU, les opérations de paix et la gestion de la défense***

#### **Présidente : Marie-Joëlle Zahar**

Professeure agrégée en science politique, Université de Montréal

#### **Renée Black**

Étudiante à la maîtrise en administration publique, Université d'Ottawa

#### **Kathia Légaré**

Étudiante au doctorat en science politique, Université Laval

### **Table ronde : Les femmes sur le terrain**

#### **Elizabeth Huse**

Conseillère, Consulat général des États-Unis à Québec

#### **Michelle Bussièrès**

Diplomate en résidence à l'Institut québécois des hautes études internationales,  
Université Laval

#### **Dr. Dorothy Godfrey-Smith**

Chercheuse, Recherche et développement pour la défense Canada, Ministère de la Défense nationale

### **Panel B : Géopolitique**

#### **Présidente: Veronica Kitchen**

Professeure adjointe en science politique, Université de Waterloo

#### **Kate Neville et Leanne Smythe**

Étudiantes au doctorat en science politique, Université de Colombie-Britannique

#### **Ekaterina Lorye**

Étudiante à la maîtrise en science politique, Université de Montréal

### **Panel C : Approches critiques en relations internationales**

#### **Président : Gérard Hervouet**

Professeur titulaire en science politique et directeur du Programme Paix et sécurité internationales, Université Laval

**Maya Eichler**

Étudiante au doctorat en science politique, Université York

**Clémence Mallatrait**

Étudiante au doctorat en science politique, Jean-Moulin Lyon III et Université Laval

**Panel D : Femmes dans le milieu universitaire**

**Présidente:** Pauline Côté

Professeure titulaire en science politique et directrice du Département de science politique, Université Laval

**Barbara Falk**

Professeure adjointe, Collège des forces canadiennes de Toronto

**Marie-Joelle Zahar**

Professeure agrégée, Université de Montréal

**Panel E : Femmes, enfants et violence**

**Présidente :** Sara Deck

Candidate au doctorat en droit international, Université Laval

**Jelena Popovic**

Étudiante à la maîtrise en science politique, Wilfrid Laurier

**Alain-Guy Tachou Sipowo**

Étudiant à la maîtrise en droit international, Université Laval

**Véronique Dumais**

Étudiante à la maîtrise en science politique, Université de Montréal

**Conférence d'honneur**

**Janine Krieber**

Professeure au Collège militaire royal de St-Jean

## **Remerciements**

---

Les organisateurs de l'Atelier pour les femmes en sécurité internationale tiennent à remercier le Forum sur la sécurité et la défense du ministère de la Défense nationale pour son généreux appui financier ainsi que le Programme Paix et sécurité internationales (PSI), le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI), la Chaire de recherche du Canada sur les conflits identitaires et le terrorisme, le département de science politique de l'Université Laval (Faculté des sciences sociales) pour l'appui et la disponibilité de leur personnel administratif et pour leur contribution financière. De plus, nous tenons à souligner l'implication du Consulat général des États-Unis à Québec pour l'accueil des participants dans leurs locaux et pour la réception organisée en leur honneur.